

## Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,  
les membres du Conseil municipal, légalement  
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des  
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de  
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ressources humaines et dialogue social

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI, Clothilde OLLIER

## Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

### I. Créations de postes issues du recensement des besoins.

#### 1. Créations de postes qui relèvent de projets engagés et liés à la nouvelle mandature

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

#### 2. Créations de postes financées ou qui génèrent des recettes

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

#### 3. Créations de postes permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.



## II. Créations et suppressions de postes permanents issues du fonctionnement des services

### 1. Créations de postes permanents

#### Filière administrative :

Adjoint administratif : la création d'un poste à temps complet

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

#### Filière animation :

Adjoint d'animation : la création de huit postes à temps non complet à raison de :

- 04 heures 42 minutes hebdomadaires
- 05 heures 23 minutes hebdomadaires
- 01 heure et 21 minutes hebdomadaires
- 04 heures et 02 minutes hebdomadaires
- 03 heures et 22 minutes hebdomadaires
- 01 heures et 21 minutes hebdomadaires
- 16 heures et 49 minutes hebdomadaires
- 16 heures et 09 minutes hebdomadaires

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création de deux postes à temps non complet à raison de :

- 33 heures 38 minutes hebdomadaires
- 25 heures 33 minutes hebdomadaires

#### Filière Technique :

Adjoint technique : la création d'un poste à temps complet

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

Agent de maîtrise : la création d'un poste à temps complet

Agent de maîtrise principal : la création d'un poste à temps complet

Technicien : la création d'un poste à temps complet

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

Ingénieur : la création d'un poste à temps complet

#### Filière police municipale :

Gardien brigadier de PM : la création de cinq postes à temps complet

Brigadier de PM : la création d'un poste à temps complet

Brigadier-chef principal de PM : la création de trois postes à temps complet

Chef de service de PM : la création d'un poste à temps complet

Directeur de PM : la création d'un poste à temps complet

### 2. Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 9 septembre 2021.

#### Filière administrative :

Adjoint administratif : la suppression d'un poste à temps complet

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression d'un poste à temps complet

Rédacteur : la suppression d'un poste à temps complet

Attaché : la suppression d'un poste à temps complet

Administrateur : la suppression d'un poste à temps complet



Filière animation :

Adjoint d'animation : la suppression de douze postes dont un à temps complet et onze à temps non complet à raison de :

- 04 heures 02 minutes hebdomadaires
- 04 heures 02 minutes hebdomadaires
- 02 heures 01 minutes hebdomadaires
- 03 heures 22 minutes hebdomadaires
- 02 heures 42 minutes hebdomadaires
- 10 heures 46 minutes hebdomadaires
- 02 heures 42 minutes hebdomadaires
- 02 heures 42 minutes hebdomadaires
- 22 heures 52 minutes hebdomadaires
- 21 heures 31 minutes hebdomadaires

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de trois postes à temps non complet à raison de :

- 25 heures 33 minutes hebdomadaires
- 18 heures 50 minutes hebdomadaires
- 21 heures 31 minutes hebdomadaires

Filière technique :

Adjoint technique : la suppression d'un poste à temps complet

Agent de maîtrise : la suppression d'un poste à temps complet

Agent de maîtrise principal : la suppression de deux postes à temps complet

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression d'un poste à temps complet

Ingénieur : la suppression d'un poste à temps complet

Ingénieur principal : la suppression de deux postes à temps complet

Ingénieur en chef : la suppression d'un poste à temps complet

Filière police municipale :

Gardien-brigadier de PM : la suppression de deux postes à temps complet

Brigadier de PM : la suppression d'un poste à temps complet

Brigadier-chef principal de PM : la suppression de six postes à temps complet

Chef de service de PM principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression de trois postes à temps complet

### **III. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire**

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.



#### **IV. Créations de postes non permanents issues du fonctionnement des services**

##### **1. Contrat de projet**

Il est proposé de créer un poste non permanent conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Il s'agit d'un poste de catégorie A de la filière administrative (attaché), au sein de la Direction de l'éducation, afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit :

Il s'agit d'assurer l'accompagnement et la coordination opérationnelle des projets et d'incarner la présence opérationnelle de la Cité éducative dans le quartier de la Mosson. L'agent devra justifier d'un niveau d'étude supérieure dans le domaine du développement territorial ainsi que d'une bonne connaissance des dispositifs de la politique de la Ville et de l'éducation prioritaire.

L'agent assurera à temps complet les fonctions de Chef de projet de la cité éducative.

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Son niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

##### **2. Contrat adulte relais**

Il est proposé de créer six postes non permanents conformément aux articles L.5134-100 et suivants, et R5134-145 et suivants du Code du travail, relatif au dispositif adultes relais.

Ces postes sont créés suite au Conseil Interministériel des Villes qui a arbitrée le financement de six postes d'adultes relais au profit de la Ville de Montpellier et du quartier de la Mosson dans le cadre de son opération « bataillon de prévention ». Les postes seront créés tel que définis dans la délibération à venir qui soumettra à l'Assemblée Délibérante l'autorisation de signature de la convention avec l'Etat pour le recrutement des six contrats adultes relais

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les dépenses seront inscrites au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre  
2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 27 septembre 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1
- Annexe 2
- Annexe 3
- Annexe 4

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210921-169940-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 27/09/21  
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.